



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 04/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE

Prairies de Courréjean
19 Chemin de Guiteronde
33882 VILLENAVE D'ORNON
33140 Villenave-D'ornon

Références : 2025/303
Code AIOT : 0010004748

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté Zone industrielle des Poujeaux 6 rue des Ormes 37530 Nazelles-Négron. L'inspection a été annoncée le 03/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'acquisition du groupe SLG Recycling, le groupe DERICHEBOURG Environnement est devenu propriétaire d'une plateforme de regroupement, transit et tri de déchets métalliques et d'autres déchets dangereux et non dangereux sur la commune de Nazelles-Négron, dans le département d'Indre-et-Loire.

L'activité du site a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 17100 en date du 24 octobre 2002 et complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2012.

Néanmoins, à la suite d'un incendie survenu le 7 décembre 2015 au sein de l'établissement, le site a

été utilisé pour des dépôts secondaires uniquement et certaines activités autorisées par l'arrêté préfectoral ont été temporairement arrêtées.

Dans le cadre de son développement, la société AFM RECYCLAGE, filiale du groupe DERICHEBOURG Environnement, a souhaité reprendre les activités de façon permanente sur le site, après la réalisation de certains aménagements. Cette reprise d'activité n'est effectuée que sur la partie Nord de l'installation depuis le 6 janvier 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- Zone industrielle des Poujeaux 6 rue des Ormes 37530 Nazelles-Négron
- Code AIOT : 0010004748
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site AFM RECYCLAGE NAZELLES-NEGRON a été réhabilité pour en faire un centre d'apport volontaire de déchets pour les particuliers et les professionnels (artisans...) pour les déchets de type métaux ferreux et non ferreux, piles, batteries, papiers, cartons, bois, DIB, et DEEE).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Voie de circulation	AP Complémentaire du 09/10/2024, article 2.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
3	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
4	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 09/10/2024, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
8	Organisation des stockages	AP Complémentaire du 09/10/2024, article 5.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
9	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 09/10/2024, article 5.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Confinement	AP Complémentaire du	Demande de justificatif à	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des déversements et pollutions accidentelles	09/10/2024, article 5.2.6.V	l'exploitant, Demande d'action corrective	
12	Moyens de lutte contre l'incendie interne	AP Complémentaire du 09/10/2024, article 5.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
13	Portique de détection des déchets radioactifs	Arrêté Ministériel du 09/10/2024, article 7.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
14	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
15	Réception des déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Démantèlement de la cuve enterrée	AP Complémentaire du 09/10/2024, article 1.5.3.1	Sans objet
5	Aménagement du point de prélèvements	AP Complémentaire du 09/10/2024, article 3.3.2.1	Sans objet
6	Programme de surveillance du puits	AP Complémentaire du 09/10/2024, article 3.4.2	Sans objet
7	Mesures périodiques des niveaux sonores et de l'émurgence	AP Complémentaire du 09/10/2024, article 4.2.3	Sans objet
10	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation	AP Complémentaire du 09/10/2024, article 5.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Démantèlement de la cuve enterrée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2024, article 1.5.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Démantèlement de la cuve enterrée
Prescription contrôlée : La cuve enterrée de carburant de l'ancien exploitant présente sur le site est retirée, dans un délai de 12 mois à compter de la signature du présent arrêté. L'exploitant procède à un diagnostic de pollution et procède à la dépollution si la zone est impactée, au droit de l'ancienne cuve de carburant. L'exploitant est en mesure de justifier la commande des travaux (en fournissant : un bon de commande, facture, devis signé bon pour accord...) du diagnostic et de la dépollution éventuelle. Si la zone de l'ancienne cuve à carburant est impactée, l'exploitant procède à des travaux de dépollution de la zone et est en mesure de justifier que les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement sont assurés.
Constats : L'inspection a constaté que les anciennes cuves de gasoil et de GNT de 5 m ³ chacune ont été retirées et posées sur le site en attente d'évacuation. Les travaux d'enlèvement des deux cuves et de la dalle béton associée ont été réalisés du 28 au 30 octobre 2024. L'exploitant a fourni le rapport d'étude n° IDA240406 du 16/01/2025 de la société IDDEA concernant le diagnostic de pollution des sols aux droits des anciennes cuves. Le rapport indique dans ses conclusions que : <u>Aspects liés à la gestion de la source et recommandations associées</u> « Les cuves ayant été évacuées et les sols impactés adjacents excavés latéralement jusqu'aux limites techniques et verticalement jusqu'au toit de la nappe, la source sol est considérée comme gérée. IDDEA recommande l'évacuation des terres extraites in fine en filière adaptée et le remblaiement de la fouille par l'apport de matériaux sains extérieurs au site. [...], <u>Aspects liés à la compatibilité sanitaire et recommandations associées</u> [...], Aucune préconisation sanitaire n'est donc émise en l'absence de cible à ce stade. Il est recommandé de conserver la mémoire des teneurs résiduelles dans les sols de cette zone et, en cas d'évolution des usages dans ce secteur, de vérifier la compatibilité sanitaire entre la qualité des sols et les usages prévus. <u>Estimation des filières d'élimination des terres excavées</u> Sans préjuger de la validation finale des filières concernées, les terres extraites pourraient être évacuées en Installation de Stockage de Déchets Non dangereux (ou biocentre). <u>Remarques, informations et préconisations complémentaires</u>

<p><i>En cas de changement d'usage, les présentes conclusions seraient à réévaluer.</i></p> <p>L'inspection a constaté que le remblaiement des cuves a été effectué et que les terres excavées d'environ 20 m³ sont en attente d'évacuation dans des bennes dans une filière adaptée.</p> <p>Pdc n° 1 : Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de l'évacuation des terres excavées dans une filière adaptée (de préférence en biocentre) avant le 09/10/2025. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Voie de circulation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2024, article 2.1.3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Aménagement des voies de circulation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin, - les surfaces où cela est possible sont engazonnées, - des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant. <p>Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci. En tout état de cause, l'activité de l'installation ne doit pas nuire à la propreté de la voirie extérieure, ni être à l'origine de sa dégradation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les voies de circulation et aires de stationnement étaient imperméables et convenablement nettoyées. Cependant les voies de circulation ne sont matérialisées sur le site.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant a prévu de réaliser un aménagement paysager sur les abords du site. Le devis n° DEV00000342 du 21/03/2025 signé « bon pour accord » le 31/03/2025, a été transmis à l'inspection pour l'installation de plusieurs haies vives, afin de créer un écran de végétation devant le boulevard de l'industrie.</p> <p>Pdc n° 2 : L'aménagement paysager n'est pas réalisé et les voies de circulation ne sont pas matérialisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n°2] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.2
Thème(s) : Situation administrative, Heures d'ouvertures et listes des déchets
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés conformément à la déclaration, sont affichés visiblement à l'entrée de l'installation.
Constats : L'inspection a constaté que les heures d'ouverture et la liste des déchets acceptés sur le site n'étaient pas affichées à l'entrée de l'installation. L'exploitant a précisé que c'était prévu. Pdc n° 3 : Les heures d'ouverture et la liste des déchets acceptés sur le site ne sont pas affichées à l'entrée de l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n°3] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2024, article 3.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Schéma de tous les réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

<ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation, - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a modifié la rétention du site par une cuve aérienne au lieu d'un bassin, il a indiqué ne pas avoir mis le plan des réseaux à jour. Par ailleurs, celui-ci doit être daté et comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation, - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>Pdc n° 4 : Le plan des réseaux n'est pas à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n°4] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 5 : Aménagement du point de prélèvements

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2024, article 3.3.2.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Aménagement du point de prélèvements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection a constaté la présence d'un regard permettant la prise d'échantillon des eaux pluviales aisément.

Pdc n° 5 : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Programme de surveillance du puits

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2024, article 3.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du puits

Prescription contrôlée :

Le puits existant sera protégé contre les risques de détérioration et de pollution extérieur. Une analyse annuelle sera réalisée et portera au moins sur les paramètres suivants :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5,
- Conductivité < 1100 ⁽¹⁾ µS/cm
- Hydrocarbures < 10 mg/l
- Métaux totaux < 15 mg/l

(1) Valeur seuil applicable uniquement aux aquifères non influencés pour ce paramètre par le contexte géologique.

Constats :

L'exploitant a fourni un résultat d'analyse n° ULY25-006361-1 du laboratoire WESSLING daté du 26/02/2025 indiquant les résultats suivants :

Paramètres	VLE	Analyse du 19/02/2025
pH	compris entre 5,5 et 8,5,	7,8
Conductivité	< 1100 µS/cm	914 µS/cm
Hydrocarbures	< 10 mg/l	< 0,05 mg/l
Métaux totaux	< 15 mg/l	263 µg/l

L'inspection a également constaté que le puits n'était pas recouvert et que le danger de chute dans celui-ci était important. L'exploitant a devant l'inspection procédé à la mise en place d'une plaque afin de le recouvrir.

Pdc n° 6 : Pas de non-respect constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant sécurise le puits de manière plus efficace afin d'en interdire toute chute accidentelle et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures périodiques des niveaux sonores et de l'émergence

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2024, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores et de l'émergence
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la remise en service de l'installation puis tous les 3 ans.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir encore réalisé une mesure de bruit et de l'émergence depuis la remise en service du 6 janvier 2025. Cette mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être réalisée dans l'année de remise en service, soit avant le 9 octobre 2025 (12 mois après la délivrance de l'APC). Pdc n° 7 : Pas de non-respect constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs dès réalisation et réception du rapport de la mesure du niveau de bruit et de l'émergence avant le 9 octobre 2025. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2024, article 5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores et de l'émergence
Prescription contrôlée : [...] Les installations de stockage de déchets situées coté Nord sont implantées à une distance minimale de 10 mètres des limites du site. Les déchets sont entreposés conformément au plan des stockages de l'annexe 1.
Constats :

L'inspection a constaté un recul de 10 mètres par rapport aux limites du site. Cependant les aires de stockages mentionnées dans le plan situé en annexe 1 sont différentes de la réalité. L'exploitant a indiqué que pour des raisons de facilité, il a réorganisé les aires de stockages. L'exploitant a indiqué qu'il devait faire un PAC (porter à connaissance) en mettant à jour les aires de stockages et les flux thermiques de son étude de danger transmis lors du dépôt du dossier ou remettre les déchets à leur place comme initialement présentés.

Pdc n° 8 : Les déchets ne sont pas entreposés conformément au plan de l'annexe 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 8] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2024, article 5.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores et de l'urgence

Prescription contrôlée :

Les installations situées dans l'enceinte clôturée du centre de stockage sont protégées contre la foudre. Les dispositifs de protection contre la foudre en place sur le site sont conformes à la norme française C 17-100. La protection foudre doit être réévaluée et complétée pour prendre en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels dans les installations classées soumises à autorisation.

L'analyse du risque foudre (ARF) identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. L'analyse du risque foudre est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation au sens de l'article R512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude des dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union Européenne. En particulier, les composants de protection contre la foudre doivent être conformes à la série des normes NF EN

50164 : « Composants de protection contre la Foudre (CPF) » et les parafoudres sont conformes à la série des normes NF EN 61643.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur.

Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

Pendant la période transitoire, les équipements de protection foudre font l'objet d'une surveillance conformément à la norme NF C 17-100.

Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé d'analyse du risque foudre (ARF).

Pdc n° 9 : L'analyse du risque foudre (ARF) n'a pas été réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 9] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2024, article 5.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité

Prescription contrôlée :

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour

<p>éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables....) pour les moyens d'intervention. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'accès au Nord-Ouest du site côté Boulevard de l'Industrie doit être constitué d'une entrée d'au moins 10 m de large. Cette entrée est utilisée par les usagers du site, le personnel et les camions d'expédition. Elle est équipée d'un portail, fermé en dehors des heures d'ouverture. Une voie de circulation béton de 646 m² pour les poids-lourds et véhicules légers ou utilitaires, est créée entre le portail et la dalle béton existante.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 2 accès sur le site d'une largeur de plus de 10 mètres chacun. Un accès depuis le boulevard de l'industrie et un accès depuis la rue des Ormes.</p> <p>Pdc n° 9 : Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Confinement des déversements et pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2024, article 5.2.6.V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à</p>

<p>un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 175 m³ avant rejet vers le réseau public.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une citerne aérienne. Interrogé sur la capacité de celle-ci, l'exploitant a indiqué un volume approximatif de plus de 300 m³. Le site est équipé de 2 pompes de relevage. Il n'existe cependant aucun marquage du volume de la citerne.</p> <p>La vanne d'obturation permettant le confinement n'est également pas repérée visuellement.</p> <p>Une procédure sur la mise en œuvre du confinement doit être rédigée et située à proximité de la vanne de confinement ainsi que dans le PDI (Plan de Défense Incendie).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant prévoit la mise en œuvre du confinement en cas de coupure d'électricité.</p> <p>Pdc n° 11 : La citerne aérienne n'est pas équipée d'un panneau indiquant son volume.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 11] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie interne

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2024, article 5.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par les arrêtés ministériels mentionnés à l'article 1.6.1 et complétés, comme ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 2 robinets d'incendie armés à proximité des stockages protégés contre le gel et alimenté par le réseau d'eau public ; - Des GRV remplis d'eau de 1000 litres répartis à proximités des stockages présentant un risque spécifique, en nombre suffisant, afin de pouvoir être manipulés par le personnel, avec les engins de manutention, en cas de départ de feu.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les GRV de 1000 litres n'étaient pas remplis d'eau et ne sont pas disposés à proximité des stockages présentant un risque spécifique. L'exploitant a indiqué qu'il attendait l'arrivée d'un engin spécifique à la manipulation des déchets et servant à l'éclatement des GRV pour mettre en place ses derniers. Il a été constaté la présence de 2 RIA installés en février et mars 2025.</p>

Pdc n° 12 : L'exploitant n'a pas installé la totalité de ses moyens de lutte contre l'incendie et notamment les GRV de 1000 litres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 12] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Portique de détection des déchets radioactifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/10/2024, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants (et sortants) et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs. Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'inspection a constaté que les portiques de radioactivité sont présents, mais ne sont pas encore installés. L'exploitant a indiqué que les installations électriques concernant les portiques de radioactivités seraient installés prochainement. Pdc n° 13 : L'établissement n'est pas équipé d'un système de détection de la radioactivité opérationnel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 13] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place du PDI
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. [...]
Constats : L'inspection a constaté que le plan de défense incendie n'était pas réalisé. Pdc n° 14 : L'établissement ne dispose pas d'un plan de défense incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 14] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Réception des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement par les déposants sur les aires, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes aires, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. [...]
Constats : L'inspection a constaté que les aires de stockage ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets ne sont pas clairement indiquées. L'exploitant a indiqué que cela serait fait. Pdc n° 15 : Les aires de stockage ou conteneur destinés à l'entreposage des déchets ne sont pas clairement indiquées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 15] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours